

« TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS » (Karl Marx)

Lutte ouvrière

Île de La Réunion

Bi-mensuel de Lutte ouvrière N° 121 UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Supplément au journal Lutte ouvrière N° 2797 - Prix : 1€

Éditorial de
Nathalie ARTHAUD

**Budgets militaires :
bruits de bottes et de
tiroir-caisse** *Page 3*

**Guerre en Ukraine :
les armes politiques
nécessaires** *Page 6*

**Envolée des prix,
salaires à terre !** *Page 8*

**Macron : prêt à
continuer au service
du grand patronat** *Page 9*

Grève dans la santé
Page 12



La guerre en Ukraine, une catastrophe pour les peuples, des affaires exceptionnelles pour les marchands de canons

La guerre est toujours une calamité pour les gens du peuple. D'Ukraine, nous viennent les images d'une tragédie : des files de gens terrorisés qui abandonnent tout, des HLM défoncés et les cadavres de ceux qui n'ont pas pu fuir à temps. Mais elle n'est pas une tragédie pour tout le monde.

Les marchands d'armes se frottent les mains en pensant aux bénéfices qu'ils vont en tirer. La semaine du début de l'offensive russe, l'action de Thalès, ce groupe d'armement qui fournit l'électronique des avions Rafale de Dassault, a bondi de 30 %. Le PDG de ce groupe, qui devait annoncer au même moment les résultats historiques de son entreprise pour l'année 2021, a pu ajouter que les résultats à venir seraient encore plus impressionnants. Car « les budgets de défense sont en hausse dans tous les pays développés où nous sommes présents », a-t-il expliqué. Même en France, où il n'y a pas d'affrontement, on voit déjà les profiteurs de guerre.

Les médias et le gouvernement ont expliqué que les prix des carburants allaient augmenter parce que l'approvisionnement du pétrole en provenance de Russie allait être bloqué. Mais, alors qu'il n'y a même pas encore eu le moindre blocage, les prix de l'essence, du gaz et du fioul se sont envolés ! En réalité, les trusts du pétrole comme Total, BP ou Esso se sont entendus pour pousser les prix à la hausse. Et ensuite la spéculation financière a fait le reste.

La spéculation touche tous les secteurs. L'Ukraine étant un important producteur de blé, le prix de cette céréale a battu son record absolu. Partout, les denrées alimentaires vont être encore plus chères. Mais dans les pays pauvres, cela signifie des famines programmées. Et comme au Moyen Âge, c'est quand la pénurie est la plus aiguë que les accapareurs font les affaires les plus juteuses.

La guerre est une gigantesque affaire commerciale. Les industriels du textile vont récupérer les marchés de fournitures aux armées. Ceux de l'agroalimentaire vont se charger de les nourrir. Ils feront comme les trusts du pétrole ont fait avec l'essence : profitant de leur position dominante, ils fixeront leurs prix. Les banques en profiteront aussi pour endetter les États qui vont augmenter leurs dépenses d'armement. Et les États feront payer les populations.

Les sanctions mises en place par les pays occidentaux contre la Russie vont aussi attiser les rivalités économiques au sein du camp occidental. Les États-Unis, qui viennent de déclarer l'embargo sur le gaz russe, veulent que les pays européens fassent de même. Les groupes pétroliers américains espèrent bien récupérer les marchés des entreprises russes en Europe. Peut-être que cela fera les affaires d'EDF qui augmentera alors ses exportations d'électricité produite par ses centrales nucléaires. Mais cela s'oppose directement aux intérêts des industriels allemands pour qui le gaz russe est une des sources énergétiques principales. Les combats militaires ne mettent pas fin à la guerre économique. Ils en sont le prolongement.

Les prolétaires ukrainiens paient déjà les rivalités entre les grandes puissances occidentales et la Russie par du sang et des larmes. Les prolétaires russes le paient aussi par le renforcement de la dictature de Poutine et vont le payer plus encore avec le blocus que veulent mettre en place les Occidentaux et qui risque de leur faire revivre l'effondrement économique catastrophique qu'ils ont vécu il y a trente ans au moment où Eltsine a organisé l'éclatement de l'URSS.

Mais nous, prolétaires ici en France, sommes aussi dans le même bateau. Le gouvernement français prétend que désormais, à cause du conflit en Ukraine, tout le monde va devoir se serrer la ceinture et que, riches et pauvres, nous serions tous concernés. C'est de la propagande pour nous mettre à la remorque des intérêts des trusts français.

Si nous ne voulons pas être soumis à l'aggravation de l'exploitation aujourd'hui et devenir de la chair à canon demain, nous devons nous organiser pour défendre nos intérêts de classe. Et tant que notre classe sociale n'est pas capable de renverser ce système pourri, il faut au moins que la colère contre celui-ci s'exprime. Le vote pour ma candidature à l'élection présidentielle en donnera l'occasion.

Nathalie ARTHAUD

D'une guerre à l'autre : toujours les mêmes mensonges

Pour justifier l'invasion de l'Ukraine, Poutine multiplie les mensonges. Ils rappellent ceux utilisés par toutes les grandes puissances lorsqu'il s'agit de camoufler leurs actes de brigandage, et la France est loin de faire exception.

Selon Poutine, l'Ukraine a été créée par la Russie bolchevique, elle n'existe pas en tant que telle, et il menace d'ailleurs aujourd'hui de « priver le pays de son statut d'État ». De la même façon, le 1er décembre 1954, c'est François Mitterrand, alors ministre de l'Intérieur, qui déclarait : « L'Algérie c'est

la France, et la France ne reconnaîtra pas chez elle d'autre autorité que la sienne. » Il fallut une guerre sanglante et plus d'un million de morts pour que l'État français soit forcé de reconnaître que l'Algérie existait bel et bien. Pendant ce conflit, les gouvernements français ne parlèrent jamais de guerre, mais d'une « opération de maintien de l'ordre », tout comme Poutine utilise aujourd'hui le terme « d'opération de maintien de la paix ». Le nombre de soldats français tués fut longtemps nié, comme aujourd'hui celui des militaires russes morts en Ukraine. Et bien sûr les

exactions commises par l'armée française furent cachées, des journaux et des livres furent censurés pour en avoir fait état, comme en Russie aujourd'hui. On pourrait en dire autant des guerres menées par d'autres pays, comme les États-Unis.

Tous les fauteurs de guerre cachent la vérité. Ils sont hantés par la crainte de voir les travailleurs se rendre compte qu'on les envoie se battre contre leurs frères et se retournent contre les responsables de ce crime. Poutine de ce point de vue a de quoi tenir des dirigeants occidentaux.

Budgets militaires : bruits de bottes et de tiroir-caisse

La guerre en Ukraine a déjà été l'occasion de déclarations des gouvernements des pays de l'Otan sur la nécessité d'augmenter leurs budgets militaires.

Le Premier ministre socialiste d'Allemagne a annoncé un « changement historique » de la position de son gouvernement. Il va faire passer son budget militaire à 2 % du PIB, soit 100 milliards en 2022 et a annoncé un retour du service militaire. La Suède a, elle, rétabli la conscription – le service militaire obligatoire – depuis 2018. La France a annoncé amplifier ses « investissements » dans la défense.

Ce renforcement des budgets militaires n'a pas attendu la guerre en Ukraine. Selon les chiffres du journal économique Les Échos, depuis 2015 les budgets militaires annuels cumulés des pays de l'Otan ont augmenté de 180 milliards de dollars, pour dépasser les 1 100 milliards de dollars.

Ce réarmement des puissances impérialistes est illustré par la comparaison avec le budget militaire de la Russie cette année-là, 61,7 milliards de dollars, comparé au budget militaire de la « pacifique »

petite Grande-Bretagne, 59,2 milliards. Celui de la France a été, toujours en 2020, de 52,8 milliards de dollars. L'Allemagne elle-même avait cette année-là déjà consacré 52,8 milliards à son budget militaire.

L'augmentation des budgets militaires est d'abord un moyen classique de subventionner les capitalistes de chaque État. Mais il ne s'agit pas que de cela. Tous ces États capitalistes se préparent en permanence à la guerre, la crise de leur économie ne pouvant que les y inciter encore plus.



PROCHAINES RENCONTRES AVEC LES MILITANTS DE LUTTE OUVRIÈRE

**MARCHÉ DE SAINT-BENOÎT
SAMEDI 19 MARS de 8H30 à 10H00**

**MARCHÉ DU CHAUDRON
DIMANCHE 20 MARS de 8H30 à 10H00**

**MARCHÉ DE SAINT-ANDRÉ
VENDREDI 25 MARS de 8H30 à 10H00**

**MARCHÉ DE SAINT-PIERRE
SAMEDI 2 AVRIL de 8H30 à 10H00**

Poutine fait aussi la guerre à son propre peuple

En lançant ses tanks et ses bombardiers sur l'Ukraine, Poutine a enfermé les habitants de ce pays dans un étai de feu et de mort. Mais, en Russie même, la population n'est pas épargnée par l'état de guerre.

Dès le 25 février, les autorités russes ont promulgué des décrets restreignant un peu plus ce qu'il restait de liberté d'expression, condamnant tout propos ou écrit attentatoire à la réputation de l'armée, toute diffusion d'informations qualifiées de fausses. Apporter son soutien à des institutions ou à des personnes en Ukraine, même par un don humanitaire, est considéré comme une « trahison de l'État »... Pour museler toute voix discordante, le pouvoir a bloqué l'accès à certains réseaux sociaux, a interdit des radios, télévisions et journaux.

La censure, l'interdiction de manifester, la menace de la répression et l'absence d'une opposition organisée au régime, à plus forte rai-

son du point de vue des intérêts des classes populaires, n'ont pas empêché des manifestations contre la guerre dans les grandes villes du pays. Les manifestants sont assez nombreux pour qu'en deux semaines il y ait eu déjà 15 000 arrestations. On a remarqué qu'il se trouvait parmi les arrêtés des jeunes en nombre significatif : des lycéens, des étudiants, voire de jeunes travailleurs qui, fin février encore, disaient que cette guerre ne serait pas la leur.

Le pouvoir a saisi l'occasion de la discussion à la Douma sur la reconnaissance des républiques sécessionnistes du Donbass, pour menacer de supprimer le treizième mois des travailleurs qui en ont un, au nom de l'effort collectif national à consentir. Le conflit a ainsi servi de prétexte à une nouvelle attaque contre la classe ouvrière. Le lien saute aussi aux yeux entre cette guerre et l'effondrement du rouble. Depuis le 22 février, la monnaie russe a perdu la moitié de

sa valeur en dollars ou en euros. Du coup, de nombreux produits importés, quand ils n'ont pas disparu avec les sanctions occidentales, ont vu leur prix exploser sans que les salaires suivent. C'est le niveau de vie de dizaines de millions de travailleurs et de retraités qui s'effondre avec la guerre. L'emploi n'est pas mieux loti. De nombreux groupes mondiaux ont mis au chômage tout ou partie de leurs dizaines de milliers de salariés.

Face à cette offensive intérieure tout azimut, des réactions venant de la classe ouvrière seraient la meilleure chose qui puisse arriver pour faire cesser cette guerre fratricide, et pour faire que cette guerre ne soit pas entre deux pays ou deux parties d'un même peuple, mais entre les exploités d'une part, et leurs oppresseurs, leurs exploités d'autre part, et cela quelle que soit leur nationalité.

Un régime d'oligarques affairistes

La guerre a permis au président ukrainien Zelensky de souder une grande partie de la population derrière un régime pourtant largement discrédité et, au passage, de redorer son blason. Poutine, tout en pariant sur sa victoire et en exaltant le nationalisme russe, rend ainsi un fier service à son frère jumeau, le nationalisme ukrainien. Mais ni l'un ni l'autre ne peuvent offrir une issue favorable aux travailleurs des deux pays.

On ne peut que comprendre la stupeur et sans doute la haine suscitées par Poutine, qui fait fondre ses troupes sur le pays et se dit prêt à poursuivre la guerre jusqu'à ce que ses objectifs soient atteints. Sans compter que dans ses discours, ce même Poutine a quasiment contesté tout droit de l'Ukraine à une existence nationale.

Zelensky, lui, pose au chef de guerre. Il se sert là de l'aspiration légitime à se défendre, à se protéger,

que peuvent ressentir les Ukrainiens. Zelensky leur impose de combattre, quoi qu'il leur en coûte. La mobilisation générale est décrétée pour les hommes de 18 à 60 ans, qui ont interdiction de quitter le pays. Mais ce que ce champion de l'Ukraine indépendante a à leur proposer, les Ukrainiens ont déjà eu l'occasion de le mesurer.

Surnommée un moment le Trump ukrainien, cette vedette de la télévision était d'abord homme d'affaires dans le show-business. Il a été poussé en avant par des oligarques parmi les plus riches qui ont accaparé les richesses du pays tandis que les travailleurs plongeaient dans la misère après 1991.

Cela faisait donc longtemps que la population ukrainienne se défiait de ses dirigeants, écœurée par les gouvernements successifs, tous corrompus, qu'ils s'affichent pro-russes ou pro-occidentaux. Quand en 2020 le nom de Zelensky était apparu dans

les Pandora papers, révélant qu'il s'était acheté une villa de 3,8 millions d'euros en Toscane et des immeubles de luxe à Londres via des sociétés offshore, cela n'a surpris personne.

Même le caractère antirusse du nationalisme de l'extrême droite ukrainienne, organisée notamment dans le parti Pravy Sektor ou le régiment Azov, n'avait pas pris l'ampleur espérée par ces groupes.

C'est donc finalement Poutine qui aura permis aux gouvernants ukrainiens de souder la population derrière leur propagande nationaliste. C'est pourquoi il est à souhaiter qu'en Ukraine aujourd'hui, comme en Russie, des militants du mouvement ouvrier renouent avec l'internationalisme et élèvent une protestation contre la guerre, au nom des travailleurs et de leurs intérêts de classe, identiques par-delà les frontières.

Total : la fausse indignation d'un ministre



Total est le plus emblématique des trente-cinq groupes français du CAC 40 à opérer en Russie. Sans le citer nommément, le ministre de l'Économie, Bruno Le Maire, lui a fait les gros yeux, déclarant le 1er mars que c'est un problème de travailler avec des proches du pouvoir russe.

Le partenaire de Total pour le gaz

en Russie, Novatek, est contrôlé par un oligarque dont la fortune est estimée à plus de 20 milliards de dollars, Guennadi Timchenko, proche et même, paraît-il, confident de Poutine. Officiellement, des sanctions avaient déjà été prises contre les oligarques russes après l'annexion de la Crimée par la Russie en 2014, mais depuis lors, contrairement à ses

concurrents, Total a renforcé ses investissements en Russie, au point d'en tirer aujourd'hui 17 % de sa production de gaz et de pétrole, avec des réserves prometteuses. Alors que BP et Shell viennent de retirer leur participation dans deux groupes russes pétroliers et gaziers, Rosneft et Gazprom, les dirigeants de Total ont déclaré qu'ils comptaient bien rester en Russie.

Dans le choix de ces sociétés, les intérêts des populations russe, ukrainienne ou française n'interviennent absolument pas. Les bénéfices accumulés par Total ont été réalisés en grande partie sous la protection de dictatures à travers le monde, en premier lieu en Afrique et notamment au Gabon et au Congo, mais aussi en Arabie saoudite, considérée comme un partenaire privilégié, en Birmanie, où Total est resté durant trente ans, ou encore au Kazakhstan où l'armée russe a réprimé la population il y a deux mois, sans que Bruno Le Maire y voie un problème. Il faudra décidément que celui-ci explique à Total quels sont ses critères.

Indignation de façade

Nombre de politiciens français s'offusquent de la répression qui s'abat contre celles et ceux qui, en Russie, dénoncent et s'opposent courageusement à la guerre menée par Poutine contre le peuple ukrainien.

Mais ne nous y trompons pas : la répression des opposants ils connaissent, ils l'ont pratiquée et voudraient se faire passer aujourd'hui pour de blanches colombes.

Un exemple parmi tant d'autres : de 1954 et 1962, les gouvernements français (dirigés par le PS et la droite) ont aussi mené ce qu'ils appelaient à l'époque des opérations de « maintien de l'ordre », pour ne pas dire « guerre » contre les soi-disant « terroristes » algériens, en fait

contre la population algérienne qui luttait pour son indépendance.

La chasse aux jeunes appelés français réfractaires à leur envoi en Algérie (12 000, soit 1 % du total) était ouverte. Nombre d'entre eux furent arrêtés, emprisonnés dans les centres de rétention du sud algérien, envoyés en première ligne de combat et placés sous la coupe d'une hiérarchie militaire acquise aux idées de l'extrême-droite, certains même torturés et assassinés par les parachutistes français.

Le 24 novembre 1954, un certain François Mitterrand, alors ministre de l'Intérieur, prôna le recours à la force contre l'insurrection algérienne. Le 6 février 1956, le socialiste Guy Mollet, président du Conseil, déclara

que « la France doit rester en Algérie et y restera ».

Le 11 avril 1956, le service militaire fut porté à 27 mois et en septembre de la même année les effectifs militaires français étaient portés à 600 000 hommes en Algérie... que le gouvernement français considérait toujours comme une province « française » !

Les dirigeants actuels de la droite et du parti socialiste français d'aujourd'hui sont complices quand il s'agit de justifier, de minimiser voire d'occulter les crimes commis par leur propre État dans ses ex-colonies et contre les citoyens français qui s'y opposaient !

Thales, Dassault etc. : danse de mort à la Bourse

L'Ukraine est sous les bombes, la Russie sous la botte. Les populations d'Europe se préparent aux pénuries et aux hausses de prix, celles des pays pauvres doivent s'attendre aux famines liées à l'explosion des prix des céréales. Même la menace atomique est brandie.

Il existe pourtant un secteur où la joie et le champagne coulent à flots : l'industrie de l'armement fête la flambée du cours de ses actions en Bourse. Les fonds de placement rapaces, les banquiers avides et les rentiers sans vergogne se précipitent sur les actions des marchands de mort. Dassault et Thales en France, Lockheed-Martin et Northrop Grumman aux États-Unis, leurs collègues britanniques et allemands, sont en effet confiants dans l'avenir de leur industrie et de leurs profits. Non seulement les crédits militaires augmentent dans tous les pays, mais le vrai pactole s'annonce avec la guerre en Ukraine,



promettant un feu d'artifice de dividendes. Et la suite s'annonce fastueuse, les commandes de Rafale se multiplient, la Pologne commande deux frégates équipées par Thales, les militaires de tous les pays sortent leur carnet de chèques et on prépare psychologiquement les populations. On prépare même, aussi, la bonne

conscience, puisque, dans le langage moderne, tout cela sert à mettre sur pied des « forces de maintien de la paix » !

Anatole France disait à propos de la Première Guerre mondiale : « *On croit mourir pour la patrie, et on meurt pour les industriels.* » Rien n'a changé.

Guerre en Ukraine : les armes politiques nécessaires

L'horreur des bombardements en Ukraine et le spectacle, transmis par les télévisions, d'une population souvent désarmée qui doit les subir, suscitent l'émotion et la question : que faire pour aider la population ukrainienne à résister ?

Dans les pays occidentaux, nombre de responsables politiques et de commentateurs s'appuient sur ce sentiment pour s'emparer de la question. Ils évoquent sinon la nécessité d'une intervention directe, qui conduirait à un conflit généralisé, du moins celle de livrer des armes à la population ukrainienne.

La vraie question est politique. Elle est de savoir qui fournit les armes et surtout, à qui on les confie. En se présentant comme les alliés naturels de la population ukrainienne pour sa défense, les dirigeants impérialistes cachent leur responsabilité énorme dans cette guerre, comme dans la situation catastrophique du monde entier, soumis à leur domination. Ils justifient aussi la poursuite

de leur politique et leurs guerres futures.

À de multiples reprises dans le passé, ces mêmes puissances ont choisi « d'armer des populations », pour s'en servir dans leurs guerres d'intérêts. Il faut se souvenir de la façon dont les Kurdes de Syrie ont été utilisés par les puissances impérialistes pour combattre l'État islamique, et abandonnés ensuite face à l'armée turque. Bien des Afghans, utilisés de la même façon avant d'être abandonnés face au régime taliban, pourraient en parler aussi.

Quand des armes sont fournies en Ukraine, comme c'est déjà le cas, elles sont d'ailleurs fournies à l'armée ukrainienne, au régime ukrainien qui n'a rien d'un régime défendant les intérêts des classes populaires.

Toute la situation est utilisée par le régime pour faire adhérer la population à son nationalisme pro-occidental et l'éloigner de toute idée de solidarité avec les travailleurs

russes, eux aussi victimes du régime de Poutine et qui, dans la lutte contre celui-ci, pourraient être les meilleurs alliés des travailleurs d'Ukraine. C'est pourtant aussi ce sentiment de solidarité qui pourrait être une aide pour s'adresser aux soldats russes eux-mêmes, pour les retourner contre des dirigeants qui les ont engagés malgré eux dans une aventure militaire fratricide.

Alors oui, la population et les travailleurs d'Ukraine ont besoin d'être armés, mais d'abord armés d'une politique, tant contre leur propre régime que contre celui de Poutine. La solidarité entre Russes et Ukrainiens, qui parlent le plus souvent la même langue, qui ont longtemps vécu dans le même pays et que rien ne sépare vraiment, ne pourra resurgir qu'en dépassant le nationalisme étroit des dirigeants, dans un internationalisme qui ne pourra se baser que sur la classe ouvrière des deux nations.

Réfugiés : bienvenue aux Ukrainiens et à tous les autres

Les bombardements, les combats, les pénuries poussent des centaines de milliers d'Ukrainiens, deux millions selon l'ONU, sur les routes de l'exil.

Les horreurs de cette guerre sont indéniables, comme le sont l'émotion de la population en Europe et sa volonté de faire quelque chose, d'être utile, d'accueillir les réfugiés. La campagne médiatique et les déclarations officielles, en revanche, dureront peut-être moins longtemps que la guerre et, en tout cas, pas autant que ses désastres. Les conflits armés, les personnes déplacées, les villes rasées, les camps de réfugiés et les barbelés font malheureusement désormais partie du quotidien.

De plus, on ne peut que constater la différence de traitement médiatique et politique entre cette guerre et quelques autres. En Ukraine, les journalistes et les responsables politiques français se disent avec la population bombardée, qualifient les bombardements de criminels et parlent d'ac-

cueillir ceux qui fuient les bombes. En Irak, en Syrie, en Afghanistan et autres pays où sont intervenues les armées de l'impérialisme, les mêmes pouvaient trouver les bombardements nécessaires, qualifier la population, ou du moins une partie d'entre elle, de criminelle. Ceux qui fuyaient les bombes pouvaient se noyer dans la Méditerranée, geler dans les Alpes ou périr dans le désert sans attirer la moindre aide.

C'est que les indignations sont à géométrie variable, en fonction de l'intérêt immédiat des États occidentaux et des capitalistes qu'ils représentent. Ces intérêts sont changeants. Les réfugiés ukrainiens, aujourd'hui accueillis, peuvent demain se retrouver bannis par un renversement d'alliances, comme l'ont été il n'y a pas si longtemps les Kurdes, ou simplement abandonnés, comme l'ont été les Afghans. La seule certitude est qu'il ne faut accorder aucun crédit aux puissants, y compris quand ils prétendent afficher

leur solidarité avec les réfugiés ukrainiens. La simple humanité commande d'exiger la libre circulation pour tous les réfugiés, qualifiés ou non de migrants, d'où qu'ils viennent et où qu'ils aillent.



Des étudiants étrangers moins égaux que d'autres

Mehdi Chebil France 24



A la gare de Lviv

En Ukraine étudient 76 500 jeunes venus d'autres continents, d'Inde et, pour 20 %, d'Afrique.

Ces étudiants maghrébins, congolais, ivoiriens, gabonais, ghanéens étaient jusqu'à présent accueillis dans des universités ukrainiennes, spécialisées en sciences, en technique et en informatique. Les cursus y sont deux fois moins coûteux qu'en Russie, et évidemment qu'en Europe de l'Ouest, et les autorités ukrainiennes

leur délivraient des visas sans difficulté majeure.

Fuyant comme des milliers d'autres les bombardements, beaucoup d'entre eux ont dû affronter, en plus de la situation dramatique le mépris voire la violence des autorités qui encadraient le passage des réfugiés quittant l'Ukraine. D'un côté comme de l'autre de la frontière, de jeunes Africaines et Africains, ont été maltraités parce que Noirs, placés dans l'impossibilité de s'approvisionner, subissant des coups venant de policiers ukrainiens comme polonais, tentant notamment de les empêcher de monter dans les bus ou les trains emmenant les réfugiés. Certains ont dû marcher plusieurs dizaines de kilomètres, traînant leur bagage, faute d'avoir été admis dans un bus.

Tandis que beaucoup d'entre eux ont dénoncé l'absence d'aide de la

part des autorités de leur pays d'origine, ils ont rencontré fréquemment la solidarité d'Ukrainiens fuyant à leurs côtés, racontant avoir été accueillis par des habitants de l'autre côté de la frontière pour une ou plusieurs nuits, avant que leur retour dans leurs familles en Afrique soit possible.

C'est seulement le 3 mars qu'une directive européenne datant de 2001 a été activée pour accorder une protection temporaire dans l'UE aux réfugiés fuyant la guerre en Ukraine. L'application de la mesure aux réfugiés n'ayant pas la nationalité ukrainienne est d'ailleurs restée en suspens, les autorités polonaises et autrichiennes y étant opposées.

Épidémie : trêve électorale pour le virus

Bombardé chef de guerre diplomatique et économique après s'être autoproclamé chef de guerre sanitaire, le candidat Macron ne pouvait pas se permettre d'entrer en campagne électorale sans se prévaloir d'une victoire sur le front épidémique.

Le soldat Castex a donc annoncé jeudi 3 mars la levée du passe vaccinal et de l'obligation du masque à partir du 14 mars, sauf dans les transports en commun et les établissements médicaux.

La déclaration du Premier ministre a même eu lieu précisément le jour de l'officialisation de la candidature de Macron, en s'asseyant allègrement sur les critères avancés par le ministre de la Santé Véran tout juste huit jours auparavant, le nombre

de patients en soins intensifs et surtout le taux d'incidence étant encore nettement supérieurs aux objectifs qu'il avait fixés.

Le Covid désormais porté disparu des plateaux de télévision, on voit arriver le moment où les larmes de crocodiles à propos du travail des soignants seront totalement effacées des discours des dirigeants, comme les ouvriers, les éboueurs ou les caissières en ont été évacués dès la fin du premier confinement.

Dans la continuité des 5 700 fermetures de lits de 2021, la pression budgétaire sur les hospitaliers et les soignants va se poursuivre, ne serait-ce qu'en prétendant qu'il faut compenser les dépenses de santé réalisées pendant la pandémie. En plus, l'obligation vaccinale reste en vi-

gueur pour les soignants, avec les sanctions scandaleuses et le surcroît de désorganisation qui en découlent. Les démissions se multiplient à l'hôpital et, au rythme actuel, l'inflation aura tôt fait de rattraper les maigres revalorisations du Ségur de la Santé.

Dans la santé comme partout ailleurs, le combat pour les salaires et des embauches est plus que jamais à l'ordre du jour.



Envolée des prix, salaires à terre !

Tout prétexte est bon à prendre pour augmenter encore plus les prix des produits de première nécessité: crise sanitaire avec le Covid 19, cyclone (Batsirai), et maintenant la guerre en Ukraine.

Les prix de l'essence, du gaz, mais aussi des fruits et légumes s'envolent.

Dimanche 13 mars, sur le marché du Chaudron, les tomates se vendaient à 8 euros. La semaine dernière chez Espace Fraîcheur, les courgettes, les poivrons à plus de 9 euros.

Le gouvernement lui-même est obligé de le reconnaître tant cela réduit le pouvoir d'achat des classes populaires dont les revenus (salaires, retraites, minima sociaux) stagnent.

À quelques semaines du premier tour de l'élection présidentielle, Macron et son gouvernement espèrent s'en sortir avec leur prime de 100 € (pour l'année!) et l'annonce du rabais de 15 centimes sur le litre de carburant à partir du 1er avril et pour une durée de 4 mois.

Ce n'est ni plus ni moins qu'une opération « poudre aux yeux » et ces quelques euros ne compenseront pas le manque à gagner accumulé depuis

des mois.

En fait ce que visent les hommes du pouvoir, c'est d'acheter, à bon compte, la paix sociale.

Les élections passées, quelque soit l'élu(e), tous autant qu'ils sont continueront à nous faire les poches pour remplir celles de leurs maîtres, les capitalistes.

Alors ne nous laissons pas faire, n'acceptons pas de payer la crise à la place du grand patronat qui en est le seul responsable.



Face à l'augmentation générale des prix, préparons la mobilisation pour exiger l'augmentation générale des salaires, des retraites et des allocations sociales et leur évolution au même rythme que les prix !



Macron : prêt à continuer au service du grand patronat

Macron a déclaré officiellement sa candidature le 3 mars dans une « lettre aux Français » publiée dans la presse.

Cette annonce n'a bien sûr surpris personne et, en réalité, elle ne changera rien : en tant que candidat non déclaré, Macron était omniprésent dans les médias. On se doute bien que, maintenant, il ne le sera pas moins.

Le candidat-président Macron a déjà prévenu qu'il était trop occupé par le conflit pour avoir le temps et l'esprit pour débattre avec les autres candidats. Le président sortant compte mettre son bilan en avant. Le bilan dont il est si fier est celui dénoncé par les gilets jaunes, les manifestations des soignants, les grèves de l'hiver 2019-2020, et qui continue de lui attirer l'hostilité bien méritée du monde du travail. C'est le déve-

loppement de l'emploi précaire, la réduction des droits des chômeurs, le système hospitalier exsangue... Dans ce bilan, il faut ajouter la guerre acharnée contre les migrants, le renforcement des pouvoirs de la police, l'augmentation des budgets militaires et, sur le plan politique, la poussée continue de l'extrême droite, que cette situation a favorisée.

Ceux qui ont toutes les raisons de remercier Macron, ce sont les classes riches, les actionnaires, le grand patronat. Ceux-là ont bénéficié de la baisse des impôts des entreprises, de la suppression de l'ISF, de l'argent public déversé dans les coffres patronaux, avec pour résultat l'explosion des profits du CAC 40, l'augmentation du nombre de millionnaires et de leur fortune.

Les vagues allusions de Macron à son programme sont de la même

veine que le bilan des cinq années écoulées, avec de nouvelles baisses des impôts patronaux et le report de l'âge de départ à la retraite. En guise de mesure sociale, il n'a trouvé que la suppression de la redevance télévisuelle, que de toute façon les contribuables paieront autrement.

Macron annonce la couleur : s'il est réélu, il poursuivra la même politique antiouvrière que durant les cinq dernières années. Mais, quel que soit le nom du prochain locataire de l'Élysée, il se fera l'exécutant des volontés du grand patronat et de la bourgeoisie. Les travailleurs ne pourront compter que sur leurs luttes, sur les grèves et les manifestations, pour imposer leurs revendications les plus essentielles. La seule façon de le dire, dans cette élection présidentielle, sera de voter pour Nathalie Arthaud.

La retraite à 65 ans : La tombe après une vie d'exploitation ?

Quelques jours après avoir annoncé sa candidature à l'élection présidentielle, Macron a déclaré vouloir porter l'âge de la retraite à 65 ans d'ici 10 ans et mettre fin aux régimes spéciaux qui permettent encore à des centaines de milliers de travailleurs de prendre leur retraite avant 60 ans pour les métiers les plus pénibles.

Macron comme le candidat d'extrême droite Zemmour ou la candidate

LR Pécresse reprend à son compte la vieille antienne comme quoi il serait normal de travailler plus longtemps puisqu'« on » vivrait plus longtemps.

C'est faire volontairement l'impasse sur le fait qu'un ouvrier a une espérance de vie inférieure de 10 ans à celle d'un cadre supérieur ou d'un patron, sans parler de celles d'un ministre ou d'un chef d'État !

En fait Macron et tous les gens de son espèce usent de tous les stratagèmes pour faire avaler aux travailleurs de nouveaux sacrifices. En retardant l'âge légal de la retraite de trois ans, le montant des retraites baissera et de beaucoup, car nombre de travailleurs licenciés à partir de 50 ans retrouvent rarement du travail. L'autre conséquence néfaste pour les travailleurs sera de les épuiser encore plus durement au travail. Les seuls gagnants dans l'affaire seront les patrons qui auront moins à payer pour financer les retraites.

Quel éboueur, quelle aide soignante, quelle aide à la personne, quelle employée de grande surface et des commerces, quel ouvrier du BTP se sent de travailler jusqu'à 65 ans alors que dans ces métiers les travailleurs sont souvent déjà usés et malades dès leurs 50 ans ?

Cette annonce de Macron est une véritable provocation à l'encontre du monde du travail. Elle mérite une réponse à la hauteur : que tous les travailleurs cessent le travail si elle devait se confirmer !



« Chemin galisé » pour les patrons

Le TCO, la communauté de communes de l'Ouest et la Région, ont pour projet d'aménager la zone arrière portuaire sur la Commune du Port.

Dans un communiqué, la présidente de la Région, Huguette Bello se réjouit de cet aménagement qui s'étendra sur plus de 70 hectares à proximité du Grand Port maritime. « *C'est une avancée majeure pour le développement économique de La Réunion* » ; « *éminemment stratégique, bien entendu pour les entreprises du Territoire de la Côte Ouest, mais bien plus largement pour l'ensemble de La Réunion* » a-t-elle dé-

claré.

Bello appelle de ses vœux les capitalistes du transport maritime et les « acteurs économiques » locaux à « se concerter » et à investir dans cet espace qui sera mis à leur disposition.

Comme toujours, ce sont les collectivités et l'État qui créent les infrastructures ou les superstructures comme les ports, les aéroports, les zones industrielles, etc. à la place des capitalistes qui ne veulent pas y mettre leur argent.

À chaque fois, le prétexte évoqué par les élus locaux et le gouvernement est que ces investissements pu-

blics vont favoriser la création d'emplois.

Mais la plupart du temps, les capitalistes, quand ils s'installent, profitent des avantages qui leur sont offerts sans pour autant créer beaucoup d'emplois. Souvent, quand leurs affaires sont moins rentables ou pour les rendre plus rentables, ils n'hésitent pas à licencier sans que les politiciens ne trouvent rien à y redire.

C'est que pour eux c'est dans l'ordre des choses : servir leurs maîtres capitalistes sans leur demander des comptes.

Patrons transporteurs : Jean qui pleure, Jean qui rit

Pendant que la présidente de la Région était à Matignon pour signer l'accord pour le financement de la partie restante de la NRL en « tout viaduc », une vingtaine de patrons manifestait devant la Région pour le maintien de l'option digue.

Pour ces patrons, la solution « viaduc » leur sera préjudiciable car il n'y aura plus de galets à transporter, donc plus de profits.

Ils campent sur leur position et ont décidé de...camper devant la Région jusqu'à ce qu'ils obtiennent gain de cause.

Pourtant, lors d'une rencontre avec la présidente de la Région il y a quelques jours, celle-ci avait tenté de les rassurer en leur offrant un lot de consolation.

En effet, Huguette Bello, appuyée par le préfet, leur a promis que sortiront, à brève échéance, des projets pour un montant de l'ordre de 296 millions d'euros qui pourront compenser l'abandon de la digue de la NRL.

Certains patrons, plus conciliants, à l'instar de Michel Allamèle qui s'est mis à la tête d'une intersyndi-

cale de transporteurs, se frottent déjà les mains en songeant aux profits qu'ils pourront tirer des chantiers comme la « contournante » de Saint Joseph, la route du Cilaos ou encore la déviation de Saint-Benoît.

Quand il n'y en a plus, il y en a encore...pour les patrons, pourrait-on dire.

Bello n'a pas été aussi concrète avec les travailleurs de la Région qui se sont mis en grève vendredi 11 mars pour un meilleur...dialogue...social

Lutte contre le chômage... ou miroir aux alouettes ?

À La Réunion les Jobsdating se suivent et se ressemblent. Ce sont de grandes messes annoncées à grand renfort de publicité dans la presse locale faisant miroiter l'espoir de sortir du chômage à des centaines de jeunes cherchant désespérément un emploi, mais qui ne débouchent en fait sur aucune embauche ferme à la clé.

Lors du dernier de ces rassemblements organisé à la Nordev, seule la Marine nationale affichait son objectif de recruter 4000 jeunes (au niveau national !).

« Une formation, un métier », « Rares sont les métiers qui em-



mènent aussi loin ! » tels étaient ses slogans destinés à appâter les jeunes sans emploi... pour aller un jour risquer sa peau pour défendre les inté-

rêts des capitalistes français à des milliers de kilomètres de chez soi ?

Réduction de l'aide à la continuité territoriale : la population perdante

La nouvelle présidente du Conseil régional et son équipe ont décidé, comme ils s'y étaient engagés avant l'élection régionale, de réduire le budget consacré par Didier Robert et son équipe au financement de la Continuité territoriale (50 millions d'euros annuellement).

Dorénavant l'aide au voyage ne sera plus attribuée que tous les trois ans au lieu de tous les ans et son montant baissera dans la plupart des cas.

Le prétexte à cette diminution des aides au voyage étant que la Région est confrontée à des contraintes budgétaires aggravées par la mauvaise gestion (NRL en particulier) de la collectivité par l'équipe précédente.

Mais si la Région cherche à faire des économies, pourquoi les faire supporter par la population alors qu'elle continue à enrichir et à aider les capitalistes à coups de centaines de millions, ceux du groupement de la NRL ou d'Air Austral par

exemple ?

Pourquoi n'exige-t-elle pas des capitalistes des compagnies aériennes de baisser leurs tarifs et de cesser de les gonfler artificiellement pendant les vacances scolaires et les fêtes de fin d'année ? Pourquoi n'exige-t-elle pas des capitalistes qu'ils prennent sur leurs profits pour rendre la vie moins chère à la population réunionnaise ?

Projet d'achat des centrales thermiques Albioma par KKR : une menace contre les salariés de ces usines

Le site d'informations financières Bloomberg a révélé que le fonds d'investissement américain KKR se positionnait pour étudier l'opportunité de racheter Albioma, bien connu à La Réunion pour exploiter les centrales thermiques du Gol et de Bois Rouge.

Un intérêt loin d'être anodin, car les cours de l'or noir flambant, les investisseurs potentiels s'intéressent à présent aux producteurs de ressources alternatives. Il n'y a qu'à se pencher sur les investissements réalisés dans la transition énergétique en 2021 : + 25% et 755 milliards de dollars, selon BloombergNEF.

Ces rachats sont de plus en plus courants. « *Le mois dernier il y a eu le rachat de l'italien Falck Renewables, tandis qu'un consortium mené par Macquarie a annoncé cette semaine le rachat du français Reden Solar pour une valeur d'entreprise de 2,5 milliards d'euros* », souligne BFM Business.

Le prochain rachat pourrait bien être celui du français Albioma par le géant du private equity KKR. Rumeurs qui n'ont pas été démenties par le groupe Albioma.

« *Albioma a développé depuis 25 ans un partenariat unique avec le monde sucrier pour produire de l'énergie renouvelable à partir de la bagasse, résidu fibreux de la canne à sucre. Albioma est aussi le premier producteur d'énergie photovoltaïque*

en Outre-mer où il construit et exploite des projets innovants avec stockage », rappelle le groupe. (Clicanoo du 9 mars 2022)

Plus récemment à La Réunion, Albioma s'est lancé dans la conversion de sa centrale de Bois-Rouge au 100 % biomasse. Cette centrale abandonnera l'usage du charbon fin 2023.

Ces résultats devraient faire saliver les dirigeants de KKR !

KKR est investi dans plus de 65 % des 500 plus grosses sociétés mondiales et depuis sa création en 1976, le fonds obtient en moyenne un taux annuel de rentabilité de 27,7 % ».

Si KKR achète les usines de Bois Rouge et du Gol à Albioma, les tra-

vailleurs de ces deux sites ont du souci à se faire, car leur chiffre d'affaire n'a augmenté « que » de 13 % en 2021 (à 573 millions d'euros pour 59 millions de bénéfices) !

Pour rappel en effet, en 2002, KKR a racheté la filiale Demag Siemens de Siemens en Rhénanie (Allemagne). Il a licencié 700 salariés, diminué les salaires des 2200 restants et menacé de délocaliser leur entreprise.

Les ouvriers et techniciens d'Albioma Réunion ont tout intérêt à se préparer à nouveau à la bataille s'ils veulent préserver leurs emplois, salaires et primes qu'ils ont obtenus de haute lutte !



01

EDF

Sous traitance = tout bénéf pour la direction

EDF a recours de plus en plus aux travailleurs intérimaires dans le domaine technique.

Dans les agences, le travail de pose et de relevé des compteurs, d'études branchements, de travaux sur les postes de transformations n'est plus exécuté depuis des années par les agents EDF, mais par des travailleurs de la sous-traitance.

À la Zac 2000 où se trouvent les services d'entretien du réseau de

transport électrique haute tension, la mise à jour des plans des réseaux, mais aussi le travail de chargé d'affaires (construction/modification de réseau) sont de plus en plus effectués par des travailleurs en intérim.

En faisant appel aux travailleurs intérimaires EDF gagne énormément d'argent sur la masse salariale. Les intérimaires ne sont pas payés comme les agents EDF à travail égal. Ils ne bénéficient pas de la sécurité

de l'emploi, pas plus que du tarif « agent » pour les factures d'électricité, ni du comité d'entreprise EDF, ni du voyage Réunion-métropole payé tous les cinq ans pour eux et leurs familles. Quand ils ont terminé leurs missions, ils se retrouvent au chômage.

Alors oui, la direction d'EDF, «entreprise nationale », se comporte comme n'importe quel exploitateur du privé !

GRÈVE DANS LA SANTÉ

Le 11 mars, à l'appel de l'Inter-syndicale Santé CGTR, SUD, CFTC des travailleurs des hôpitaux, des entreprises de l'aide à la personne ont fait grève et ont manifesté à Saint-Denis devant l'hôtel Créolia où se déroulait l'assemblée générale de la Fédération des établissements hospitaliers et d'aide à la personne.

Les revendications concernaient les conditions de travail, autrement dit des embauches et des créations de places dans les établissements à la hauteur des besoins.

En effet, les réductions du personnel permanent, la précarisation des emplois, les suppressions de lits, opérées par les gouvernements successifs avec la complicité de l'ARS, ont détérioré les conditions de travail des employés des hôpitaux, des ehpad, etc. alors même que les besoins sont grandissants.

L'annonce mercredi 9 mars par l'État de 274 millions d'euros d'aides pour les établissements de santé et médico-sociaux à La Réunion n'a pas convaincu les travailleurs qui sont venus crier leur mécontentement à la porte de cet hôtel.

Les grévistes ont aussi demandé un « réajustement des salaires pour tous et toutes », y compris les personnels administratifs et techniques, soit au moins 300 euros ».

Les travailleurs n'ont pas manqué de rappeler que « [Leurs] métiers sont indispensables à une société solidaire ».

Ils le montrent, s'il le fallait, pendant cette période de pandémie où ils sont en première ligne.

Alors, leurs revendications et leur bataille sont plus que légitimes.

ABONNEMENT

12 mois : 20 € / 6 mois : 12 €
Je souhaite m'abonner au journal *Lutte ouvrière - Île de La Réunion* pour une période de.....mois

NOM:

.....

Prénom :

.....

Adresse:

.....

.....

Ci-joint par chèque la somme deeuros

Pour nous contacter :

Lutte ouvrière

BP 184

97470 SAINT-BENOÎT

e-mail : contact@lutte-ouvriere-ile-de-la-reunion.org



Impression spéciale *Lutte ouvrière*

Commission paritaire n°

1019C85576

Directeur de publication : Didier Lombard

Tirage : 100 exemplaires

ISSN : 2552-7282

